

RUE FRANCISCO FERRER BOULEVARD JEAN JAURÈS

RÉMY CAZALS

Septembre 1909: la répression fait rage à Barcelone, suscitant des réactions dans le monde entier. J'ai choisi de regarder, en très gros plan, une ville industrielle tarnaise Mazamet, et d'y assister, le 28 de ce mois, à une réunion du conseil d'administration de la Bourse du travail. Quelques autres scènes se déroulent au syndicat des délainiers, au groupe socialiste, au conseil municipal, avant d'arriver au dénouement qui établit un nouveau lien entre Francisco Ferrer et Jean Jaurès... Mais, d'abord, il faut rapidement planter le décor.

Le décor: Mazamet en 1909

J'ai présenté ailleurs l'évolution économique de la ville et l'actif mouvement ouvrier au début du siècle (1). Ici, pour souligner le jeu des acteurs, l'éclairage doit porter sur trois éléments: Mazamet est une ville industrielle, qui sort d'une dure grève, et où la situation politique est assez curieuse.

Ancien centre textile réputé, en croissance continue depuis le XVIIIe siècle, Mazamet a connu une deuxième révolution industrielle dans le dernier tiers du XIXe. Elle a inventé une nouvelle activité, le délainage, qui a supplanté la fabrication textile traditionnelle, sans la faire disparaître, et en favorisant le développement d'une troisième industrie, la mégisserie. En soi, le délainage est une opération simple: par des procédés astucieux, mais peu mécanisés, il s'agit de séparer la laine du cuir des peaux de moutons. Mazamet en a le quasi monopole grâce à de solides réseaux commerciaux tendus sur le monde entier. A Mazamet même, la peau de mouton règne sur la ville et les environs: une centaine d'usines, une riche bourgeoisie, six mille ouvriers, hommes, femmes et enfants, employés aux diverses étapes du travail sur la peau brute, sur la laine et sur le cuir.

Les ouvriers du délainage sortent d'une grève de quatre mois de janvier à mai 1909. Commencée pour une simple question de salaire, elle a duré et s'est durcie, perçue comme une véritable épreuve de force entre le syndicat patronal et le syndicat ouvrier. La très bonne organisation des grévistes (fréquentes réunions, manifestations, soupes communistes, exode des enfants, etc.) et le soutien de la C.G.T. (souscriptions, longs séjours de militants de premier plan, tel Victor Griffuelhes) ont permis la résistance ouvrière et, finalement, la victoire. Mais les dernières semaines furent agitées: incidents avec des non grévistes heurtés avec la gendarmerie, et même quelques attentats. Pour comprendre ces attentats bien réels, il faut faire la part de l'exaspération devant certaines attitudes patronales. Par ailleurs, la presse eut tendance à en exagérer l'importance, à attribuer aux grévistes l'incendie accidentel d'une usine (qui n'était d'ailleurs pas un délainage). Au total, la grève ne fit pas de victime, ne provoqua pas de dégâts sérieux. De fortes présomptions pèsent même, dans certains cas, sur des agents provocateurs. On sait que Clemenceau, "premier flic de France", avait recours à eux: ils sont clairement attestés à Mazamet (2).

La victoire avait donné une force extraordinaire aux orga-

nisations ouvrières, entraînées par les dynamiques délainiers. A la fin de 1909, les syndicats mazamétains, séparés depuis 1904 par des raisons politiques, achevaient leur réunification et d'adhésion massive à la C.G.T. Les drapeaux des délainiers et des mégissiers, du textile et du bâtiment, des métallurgistes et des charretiers, en témoignent. (Ils ont été récemment redécouverts, classés à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, restaurés et exposés dans la Bourse de Travail de Mazamet (3).

Or, ces ouvriers si combatifs votent en majorité pour la droite cléricale incarnée par la famille des barons Reille! Cela tient à la convergence de plusieurs séries de causes. Les ouvriers (surtout du délainage et, à un degré moindre, du textile et de la mégisserie) sont proches du milieu rural et de ses mentalités traditionnelles, conservatrices. En majorité catholiques, ils s'opposent à un patronat en majorité protestant et républicain. Au contact de l'adversaire religieux, le catholicisme a organisé un solide encadrement, relayé, appuyé par celui de la famille Reille. Le résultat est net. Lors de la scission syndicale évoquée plus haut, seule une minorité ouvrière a formé les syndicats rouges, proches des socialistes. La grande majorité a adhéré aux syndicats désignés par des couleurs variables; "jaunes" par opposition aux "rouges", mais ils n'ont rien à voir avec des syndicats soumis au patronat: "tricolores" par la couleur de leur drapeau: "blancs" parce que constitués de catholiques électeurs de la droite.

Le bassin industriel de Mazamet donne une large majorité au baron Reille aux élections législatives. Les amis du baron gagnent les municipales. On trouve cependant, au centre-ville de Mazamet, un fort noyau de commerçants, de cadres et de patrons, mais aussi d'artisans (métiers du bâtiment en particulier) et d'ouvriers (du textile) acquis aux idées républicaines, modérées ou socialistes. En 1908, un habile sectionnement de la commune donne la victoire à une liste de gauche. Les sections périphériques, à majorité ouvrière et paysanne, ont élu 10 conseillers de droite avec une marge écrasante. Le centre-ville a élu 17 conseillers de gauche (radicaux et socialistes) avec un très faible écart. En additionnant les voix de toute la commune, la droite a la majorité: mais la gauche tient la mairie. La même situation se reproduira en 1912. Péripiéties dérisoires! Mais il fallait connaître la mentalité politique dominante en milieu ouvrier: il fallait préciser la couleur du conseil municipal qui allait avoir à se prononcer sur l'attribution à Francisco Ferrer d'un rue de Mazamet.

A la Bourse du Travail, le 28 septembre

En pleine période de répression à Barcelone, le conseil d'administration de la Bourse du Travail de Mazamet est convoqué en séance extraordinaire, le 28 septembre 1909. Elle va durer trois heures; son compte rendu tient en cinq grandes pages du registre. Sur trente présents, dix-huit ont pris la parole au moins une fois. Voici le résumé des principales interventions qui ont suivi la lecture

(1) Dans *les Révolutions industrielles à Mazamet, 1750-1900*, la Découverte, Paris, et Privat, Toulouse, 1983, et *Avec les ouvriers de Mazamet (dans la grève et l'action quotidienne, 1909-1914)*, Maspéro, Paris, 1978.

(2) Voir *Clemenceau briseur de grèves*, présenté par Jacques Julliard, collection "Archives", 1965. Sur Mazamet, *Avec les ouvriers...*, op. cit. pp. 155-157.

(3) Voir mes deux articles dans *Travail et travailleurs dans l'industrie textile*, table ronde du 5 juin 1986, C.N.R.S., GRECO 130055, 1987, pp. 28-38 et *Ethnologie française*, numéro spécial "L'enveloppement textile", janvier-mars 1989, pp. 64-67.

par le secrétaire général (Joseph Gardiès) d'une lettre de la C.G.T. annonçant des meetings en faveur des camarades espagnols, et demandant aux organisations locales l'envoi de délégués (4):

- Fabre Charles: La tâche qu'entreprend la C.G.T. est noble, mais elle pourrait faire entrer la politique dans la Bourse et dans les syndicats.

- Vidal: Le camarade Fabre fait erreur. Il n'y a pas de question politique. C'est à cause de la guerre au Maroc que les camarades espagnols ont proclamé la grève générale.

- Sauzières: C'est la question politique que est en jeu.

- Barthès Louis: Pour la guerre du Maroc, non content d'appeler l'armée active, on a appelé les réservistes. Ceux-ci ont refusé de partir. Une répression aveugle s'est abattue. Sans avoir fait la moindre chose, les militants syndicaux sont emprisonnés. A Mazamet même, il y a un camarade espagnol, qui était secrétaire d'un syndicat de tisserands. Il n'a pas voulu rester entre les mains de l'Espagne. Il a été obligé de laisser toute sa famille pour venir en France. Ce camarade est syndiqué aux délégués.

- Ferran Louis: Si c'était une question de grève, oui, il faudrait les soutenir. Mais on a brûlé des églises, des couvents. Je crois que ce n'est qu'une question de politique. Je ne suis pas partisan d'envoyer des délégués aux meetings de la C.G.T.

- Barthès Louis: Sans doute, nous ne sommes pas assez forts pour prendre la parole dans ces meetings. Mais rien n'empêche de faire une agitation afin que les portes des prisons s'ouvrent pour ceux qui n'ont fait aucun mal.

- Huc Edouard: Bien sûr, on ne doit pas faire de la politique. Mais, lors de la grève des délégués, à Mazamet, on les a accusés d'avoir mis le feu à l'usine du Moulin-Lautier. Nous sommes convaincus que ce n'était pas eux. On ne doit pas attribuer des maux à ceux qui ne les méritent pas. On ignore qui a mis le feu en Espagne.

- Sauzières: Je respecte les idées de tout le monde. Je ne rentre pas dans les détails pour savoir si les Espagnols ont tort ou raison. Il faut consulter tous les syndicats et suivre l'opinion générales, car c'est une question très grave. La Bourse est en train de progresser, et une décision trop rapide pourrait l'affaiblir en déplaçant à beaucoup de syndiqués.

- Huc Aaron: On n'a pas le temps de réunir les syndicats. Envoyer des délégués, ce serait encore des frais pour la bourse du Travail.

- Barthès Louis (à Sauzières): Si on doit convoquer une Assemblée générale pour ces questions, à quoi sert le conseil d'administration? (A Huc): Lorsqu'il y a des appels, il faut faire des sacrifices. Mon syndicat et celui des délégués ne laissent passer aucun appel. C'est une question de solidarité.

- Colombié: La commission des délégués s'est réunie hier soir. Elle a voté 500 francs en faveur des Espagnols.

- Grand Louis: Les peuples sont frères. On doit se donner la main. Si on n'envoie pas de délégués, on devrait envoyer des délégués.

- Gélis: Pourquoi aider des camarades qui sont venus ici de puis peu et qui vont remplacer les grévistes?

- Grand Louis: Dans ce cas, on les expulsera s'ils continuent.

- Gardiès (secrétaire général): Voilà ce qui se passe pour les Espagnols qui sont à Mazamet. Ils sont venus me trouver plusieurs fois pour savoir s'ils pouvaient travailler dans une usine. Je leur ai répondu qu'ils pouvaient travailler n'importe où excepté à Valparaiso (nom d'une usine) parce que les camarades sont en grève. Le patron en a embauché quatre, le dimanche, en leur disant que l'usine n'était pas en grève. Le lundi matin, en chemin, on leur a dit qu'ils allaient tra-

vailer à l'usine en grève. Deux d'entre eux ont rebroussé chemin; les deux autres sont allés travailler.

- Barthès Louis: Les Espagnols travaillant chez Pouzenc, qui ont cessé le travail pour aller à Valparaiso, ne seront pas admis par les terrassiers, s'ils reviennent sur le chantier. S'ils rentrent, les camarades cesseront le travail. J'ai prévenu Pouzenc de ne pas les reprendre afin que rien ne surgisse dans son chantier.

On passe finalement au vote, et le conseil d'administration repousse l'envoi de délégués par 17 voix contre 12. La lecture des résumés d'interventions a bien montré les deux tendances et les arguments de chacun. On y a rencontré le thème de "l'étranger qui vient briser la grève des Français". Surtout, on a bien vu la répugnance à prendre parti pour des Rouges, en se réfugiant derrière le thème du refus de la politique dans les syndicats. Une précision doit être apportée sur l'envoi de 500 francs par les délégués. Il est exact que, le 27 septembre, la commission de leur syndicat avait reçu de Voirin un reliquat de 913 francs de souscriptions organisées en soutien de la grève de janvier-mai. Le travail ayant repris à Mazamet, Voirin demandait si on voulait céder cette somme aux camarades espagnols victimes de l'oppression gouvernementale. Après discussion, la commission décida d'envoyer 500 francs et de garder la différence pour constituer une bibliothèque. Mais beaucoup d'ouvriers délégués étaient sensibles à la propagande cléricale, et le secrétaire du syndicat des délégués, Isidore Barthès, dut faire l'intervention suivante à l'assemblée générale du 30 octobre:

"Le secrétaire annonce qu'il y a une animosité que se crée dans Mazamet, comme le syndicat a voté une somme de 500 francs pour les enfants et les femmes espagnols qui ont leur père ou leur mari en prison au sujet des événements qui ont éclaté en Espagne. Cette animosité viendrait de ce que quelques membres ont fomenté de faux bruits, soi disant que le syndicat, en votant cette somme, ferait de la politique. Le secrétaire proteste sur tous les racontars qui se passent en dehors du syndicat car, quand on a voté cette somme, on a bien spécifié qu'elle ne serait pas attribuée aux révolutionnaires espagnols, mais simplement pour venir en aide aux enfants et aux femmes qui souffrent.

"L'assemblée, après avoir entendu les déclarations du secrétaire, approuve à mains levées les décisions prises par la commission" (5).

Enfin, il me semble utile de faire un dernier arrêt sur image, celle des églises et couvents en flammes. "Si c'était une question de grève, oui, il faudrait les soutenir. Mais on a brûlé des églises, des couvents. Je crois que ce n'est qu'une question de politique". A quoi Edouard Huc répliqua avec esprit critique, appuyé sur l'expérience locale récente. Ici, il n'est pas question d'affirmer qu'en Catalogne on n'a pas brûlé des couvents. Bien sûr, on en a brûlé, comme on a assassiné des curés en 1936. Pierre Vilar a bien montré "l'imputation au religieux", les réactions passionnelles, les expressions brutales de spiritualités opposées (6).

Mais, ce qu'il faut remarquer, c'est le résultat de la propagande cléricale qui présente exclusivement les révoltés de 1909 ou les républicains de 1936 comme des incendiaires de couvents ou des assassins de curés. Je voudrais en citer un autre exemple mazamétain. Il se trouve dans une courte pièce écrite par Albert Vidal au début de 1939, lorsqu'il organisa chez lui un hôpital pour les blessés républicains réfugiés. L'infirmière-major, qui fait les pansements, est une forte femme, lectrice de la presse conservatrice...

L'infirmière-major: Et celui-ci a justement l'air de souffrir un peu plus qu'il n'est raisonnable... Ah! tiens toi tranquille, je finirai par te piquer. Tranquille, oui tranquille toi

(4) Séances du C.A. de la Fédération des Syndicats, puis Bourse du Travail de Mazamet, février 1904-décembre 1909, Archives de l'Union locale C.G.T. J'ai essayé ici de rendre plus claires les interventions de chacun, résumées par la secrétaire, mais en respectant complètement les sens.

(5) Séances du syndicat des ouvriers de l'exploitation de la peau de mouton, Mazamet, mai 1909-janvier 1927, Archives de l'Union locale C.G.T.

(6) Vilar (Pierre), *La Guerre d'Espagne (1936-1939)*, collection "Que sais-je?", 1986, pp. 21-26

tenir. Il ne comprend pas. Eh! là-bas, l'interprète-juré, comment dit-on tranquille?

Mlle Hémerly: Quieto

L'infirmière-major: Vous parlez espagnol?

Mlle Hémerly: Non. Mais je sais dire tranquille. C'est un mot dont on a souvent besoin quand vous faites les pansements (rires étouffés).

L'infirmière-major: Quel mot faudra-t-il donc quand c'est vous que les ferez? Je me le demande... Ah! ne bouge plus, toi. Ou je t'enfonce une épingle dans la cervelle. Non! mais voyez-moi ce numéro. Il a le cerveau dehors et il remue sur sa chaise comme un possédé. Tu es plus que chauve, mon vieux! Quieto! ou gare à ta matière grise.

Mlle Sage: Il doit souffrir.

L'infirmière-major: Je pense bien. C'est la moindre des choses.

Mlle Verrier: Oh!

L'infirmière-major: Il ne l'a certainement pas volé! Voyez moi cette tête de bandit. Et nous sommes obligées de les soigner! Et nous sommes obligées de prendre toutes les précautions possibles pour qu'ils guérissent, pour qu'ils souffrent le moins, eux qui... Et nous les prenons, oui Mesdemoiselles... tiens, c'est fini. Tu peux t'en aller, jeune assassin de curés. A un autre.

Mlle Sage: Vous croyez vraiment qu'il a assassiné des curés?

L'infirmière-major: A un autre. Amenez-moi le mal amputé.

Mlle Hémerly: Le mal amputé? Comment s'appelle-t-il?

L'infirmière-major: Les noms, j'y ai renoncé. Ils sont impossibles à retenir et à prononcer. Sauf pour ceux qui ont des noms chrétiens.

Mlle Sage: Jésus, par exemple.

L'infirmière-major: Oui, Jésus!... Jésus! Ils ont le toupet de s'appeler Jésus... (7).

A la section socialiste de Mazamet

Si la propagande cléricale exploitait à fond le thème de l'incendie des couvents, le groupe socialiste de Mazamet avait, en 1909, une information plus complète. Il connaissait la situation profonde de l'Espagne, l'action pédagogique de Francisco Ferrer. La question est abordée au cours de deux réunions.

La première se déroule le 29 septembre, le lendemain du conseil d'administration de la Bourse du Travail. En voici le compte rendu:

"Le citoyen Bardel (il est professeur à l'Ecole pratique, adjoint au maire depuis les élections de 1908) fait la traduction de la lettre remise au groupe par des camarades espagnols réfugiés à Mazamet à la suite des événements de Barcelone. Cette lettre donne les détails les plus précis sur la situation politique et économique et les événements qui en ont résulté. Le camarade Bardel félicite les camarades espagnols, présents à la réunion, de leur actions révolutionnaire; il met en parallèle nos révolutions de 48 et 70, il montre qu'à ce moment, les liens fraternels unissant les peuples n'existaient pas, ce qui permit au gouvernement versaillais le meurtre des Communards. Aucune voix ne se fit entendre pour leur défense; au contraire, tout à ce moment-là était ligué pour écraser la révolution. Il n'en est plus tout à fait de même aujourd'hui, et les cris d'indignation, poussés par tous les peuples contre la répression espagnole, auront pour effet d'arrêter dans une grande mesure le crime politique que le gouvernement de Maura s'appropriait à commettre.

"Après lecture du manifeste de la C.G.T., de l'article de Dubreuil dans *le Socialiste*, et Jaurès dans *l'Humanité*, le

groupe vote dix francs pour les camarades espagnols et les remet entre leurs mains. Le groupe vote son adhésion à l'unanimité au comité de défense, et adopte l'ordre du jour ci-dessous:

"Les membres du groupe socialiste de Mazamet, réunis en séance ordinaire le 29 septembre, protestent avec indignation contre les arrestations arbitraires et la féroce répression dont sont victimes leurs frères en Catalogne; envoient aux martyrs de la cause prolétarienne leur salut fraternel; vouent au mépris de tous les honnêtes gens les prêtres et les moines inquisiteurs et les tortionnaires aux gages de la monarchie espagnole.

"Le citoyen Barthès (vraisemblablement Louis Barthès, militant syndical cité plus haut) fait part au groupe du vote émis par le conseil d'administration de la Bourse du Travail qui refuse l'envoi d'un représentant au meeting de protestation qui doit avoir lieu à Toulouse. Par contre, il nous apprend que le syndicat des délaiteurs a voté une somme de 500 francs. Ce vote est tout à fait à l'honneur des militants qui sont à la tête de ce syndicat".

Entre les deux réunions du groupe socialiste de Mazamet, on a appris l'exécution de Ferrer. Voici le compte rendu de la séance du 19 octobre:

"Le citoyen Bardel prend la parole et explique la parodie de justice dont s'est rendu coupable le gouvernement espagnol pour faire condamner le citoyen Ferrer. Il montre ce dernier à l'oeuvre pour créer l'instruction prêtant parallèlement son appui à l'organisation prolétarienne, combattant d'un autre côté Espagne du joug cléricale qui la pressure et l'avilit.

"Par son action économique, Ferrer s'était aliéné une partie de la classe capitaliste, d'où l'indifférence de celle-ci pour protester efficacement contre son arrestation. Par son action de tous les instants, Ferrer était le plus grand ennemi du gouvernement et des moines, d'où leur acharnement à faire périr ce redoutable adversaire.

"Il dépeint l'Espagne qui, malgré ses richesses naturelles, est un pays tout à fait pauvre, complètement ruiné. Les habitants de certaines provinces, habitués à peu de besoins, se désintéressent de la culture. Les impôts écrasants, qui grèvent une certaine catégorie de commerçants, sont aussi la cause de cet état de pauvreté.

"Ferrer, par sa mort courageuse, est un grand exemple dont les militants doivent s'inspirer pour poursuivre la lutte entreprise contre toutes les iniquités sociales. La groupe émet le voeu que ses élus au conseil municipal prennent l'initiative de demander à la municipalité de commémorer la mémoire de Ferrer en donnant le nom d'une place ou rue au martyr espagnol".

La suite de la séance n'est pas sans rapport avec l'affaire Ferrer:

Une discussion est ouverte sur l'admission d'un prêtre dans le parti. Bardel explique qu'on ne peut pas être prêtre et socialiste, le prêtre ne jouissant pas de sa pleine liberté puisque, par ses voeux, il aliène son indépendance entre les mains de ses chefs hiérarchiques, par son enseignement il est l'opposé du socialisme. Il met en garde le parti contre la nouvelle tactique de l'Eglise que cherche, sous différents masques, à mettre par tous les moyens la main sur la classe ouvrière qui, elle, tend toujours à s'en éloigner" (8).

Le dénouement

Le 22 novembre, le conseil municipal de Mazamet décide que la rue de la Ville portera le nom de Francisco Ferrer (c'est une petite rue de centre, entre le Cours et la Mairie). Le socialiste Bardel en avait fait la proposition, s'exprimant ainsi:

"Messieurs,

"Dans une de ses dernières séances, le groupe socialiste a émis le voeu que le conseil municipal donne le nom de

(7) Voir *Le Jeune Homme qui voulait devenir écrivain* par Albert Vidal et Rémy Cazals, Privat, Toulouse, 1985, pp. 215-225.

(8) Séances de la section socialiste de Mazamet, groupe d'Union socialiste S.F.I.O., 1909-1924. Ce registre semble avoir été égaré, mais je l'avais photocopié, il y a une quinzaine d'années.

Francisco Ferrer à l'une des rues de notre ville. C'est pour obéir à cette décision du groupe que mes collègues socialistes et moi avons déposé entre les mains de Monsieur le Maire la proposition dont il vient de vous faire part.

"La mort de Ferrer remonte déjà à plus d'un mois, mais vous n'avez certainement pas oublié le long cri d'indignation provoqué dans le pays par l'assassinat juridique dont s'est rendu coupable la monarchie d'Alphonse XIII, esclave de l'Eglise.

"Nous saluons en Ferrer l'homme au coeur noble et généreux que consacra toute sa vie à la défense et au progrès de la plus sainte des causes, la cause de l'émancipation humaine par l'instruction.

"En Ferrer, nous saluons le martyr de la pensée libre et la liberté de conscience.

"Il est mort victime de la coalition de toutes les réactions groupées et conduites par l'Eglise. Après des milliers d'autres, Ferrer est victime du cléricisme.

"Ce que nous vous demandons, Messieurs, en soumettant à votre vote notre proposition, c'est de faire à votre tour, après tant de municipalités françaises, une manifestation.

"En votant, vous manifesterez votre réprobation, non seulement contre le crime dont Ferrer a été la victime, mais encore contre tous les crimes du fanatisme. Vous manifesterez votre attachement à la cause qui est la raison d'être du régime républicain, la cause du progrès humain servie par une éducation intégralement rationaliste et laïque".

Quelques années plus tard, en juin 1919, le conseil municipal de Mazamet prend une autre décision. Précisons qu'il

s'agit encore de la majorité de gauche élue en 1908, puis en 1912. En fait partie l'écrivain Albert Vidal, futur auteur de la pièce sur l'hôpital des blessés républicains espagnols en 1939. Le conseil municipal de Mazamet décide donc un nouveau changement de nom de rue, quelques semaines après le verdict scandaleux du tribunal qui acquitta Raoul Villain: le boulevard de la Sagne s'appellera désormais boulevard Jean Jaurès.

Mais de nouvelles élections ont lieu en décembre 1919. Le sectionnement de la commune étant supprimé, la guerre ayant aussi affaibli la gauche, la liste de droite remporte une large victoire. Le nouveau conseil municipal se penche sur la question de la révision du nom des rues. Le 29 mai 1920, la commission apporte ses conclusions:

"Votre commission, considérant qu'il ne faut pas abuser du changement des noms des rues;

"qu'il ne faut pas débaptiser les rues de leurs bons vieux noms séculaires, usités pendant des générations, et qui contribuent à fixer l'histoire locale;

"que les changements proposés doivent correspondre au sentiment général de l'opinion et n'être pas une occasion de manifestation pour un parti ou une coterie;

"a limité à deux l'objet de votre voeu et vous propose les résolutions suivantes:

"1) Le nom boulevard de la Sagne sera maintenu au boulevard qui passe devant le Temple Neuf.

"2) L'ancienne rue de la Ville, appelée rue Francisco Ferrer s'appellera rue de Verdun.

"Le conseil adopte les deux résolutions proposées" (9).

(9) Délibérations du conseil municipal de Mazamet, novembre 1909, juin 1919 et mai 1920. Archives municipales Mazamet.